

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 17 JANVIER 1980 - No 10 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Chômage, décembre 1979 : +1,8%

Selon une étude du ministère du travail : pouvoir d'achat en baisse pour la classe ouvrière

Chômage en hausse Pouvoir d'achat en baisse



En décembre 1979, c'est 1 468 900 chômeurs qui ont été officiellement recensés, soit 1,8 % de plus que le mois précédent. Dans le même temps, les offres d'emploi ont diminué de 8 %. A ce propos, le ministère du Travail a communiqué : «Les données de décembre confirment la fragilité de changement de tendance observé en août 1979» !

Ces statistiques rappellent brutalement l'ampleur du chômage qui touche des centaines et des centaines de milliers de familles populaires. Quand on sait par ailleurs que 45 % des chômeurs officiels ont moins de 25 ans, on mesure l'efficacité des «Pactes pour l'Emploi» des jeunes qui constituent en réalité généralement une anti-chambre du chômage.

Par ailleurs, on assiste à une multiplication de contrats à durée limitée qui permettent aux patrons de jeter légalement à la rue, sans indemnité, les travailleurs dont ils estiment n'avoir plus besoin. En décembre 1979, c'est 58 500 personnes — soit 13,7 % de plus qu'un an plus tôt — qui se sont ainsi trouvées licenciées, sans recours puisqu'elles avaient signé leur propre licenciement en signant leur contrat.

Dans le même temps où l'on apprend cette extension du chômage, le ministère du Travail publie une étude qui révèle que d'octobre 1978 à octobre 1979, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a baissé, et cela dans des proportions allant jusqu'à 3,9 %.

Voilà la sanction logique des plans Barre dont les effets sur le niveau de vie de la classe ouvrière ne peuvent même plus être complètement masqués par le pouvoir lui-même.

Lire notre éditorial en page 3 et nos informations en page 7.

Coup de semonce des agriculteurs corses

Lire en page 4

Jeudi, grève et manifestation des postiers parisiens

Une grève des postiers parisiens, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, est prévue jeudi 17 janvier. Une manifestation unitaire aura lieu jeudi matin à 9 heures devant le ministère. Les revendications portent sur le maintien des garanties et des droits statutaires, l'augmentation des effectifs, et la nomination rapide de tous les reçus aux concours. Une grève a déjà eu lieu le 10 janvier à l'appel des trois syndicats à la distribution télégraphique.

SNCF : les roulants poursuivent massivement la grève

Lire en page 3

Selon une source occidentale à Kaboul

L'URSS masserait des divisions à la frontière iranienne

Selon des sources d'information occidentales à Kaboul, des unités de l'armée d'occupation soviétique effectueraient un mouvement vers le Sud-Ouest du pays pour se masser à proximité de la frontière iranienne. Ce mouvement concerne les effectifs de 4 divisions : la 357^e division soviétique basée originellement à Kaboul, la 105^e division, seule division aéroportée russe en Afghanistan dont des unités auraient été expédiées vers la frontière. Une partie de la 360^e division aurait été envoyée vers Hera très proche de la frontière iranienne. Tout le long de la frontière iranienne est déployée la 66^e division. Une nouvelle division venue d'URSS ferait également route par le nord vers la ville de Herat. Ces troupes seraient ainsi à quelques centaines de km seulement des champs pé-

trôlières iraniens et du détroit d'Ormuz par lequel transite une grande partie du trafic. Le port pétrolier iranien de Bendar-Abbas, à quelques heures seulement de la frontière, contrôle une des voies maritimes les plus fréquentées par les pétroliers. C'est autour de la ville d'Herat qu'en seraient concentrées les divisions russes ; alors que les plus importants foyers de résistance se situent à l'Est du pays. Comme elles l'ont fait autour de Kaboul, les troupes du social-impérialisme ont creusé des tranchées et mis en place artillerie et blindés. Cette concentration de troupes, si elle se confirme, tend à prouver que les ambitions de Brejnev ne se limitent pas à l'Afghanistan. Elle constitue une menace directe pour l'Iran. Elle intervient à un moment où l'Iran connaît une situation inté-

rieure tendue et où il est en butte aux pressions américaines. Par ailleurs à l'ONU, 104

pays viennent de condamner l'agression soviétique. Voir l'article en page 6.



SNCF

Les roulants poursuivent massivement le mouvement

Alors que leur mouvement avait déjà été suivi très largement mardi 15 janvier, les roulants CGT et CFDT — réunis en assemblée générale de dépôts mardi soir — ont décidé, dans la plupart des cas, de reconduire la grève engagée samedi 12 au soir, et ce pour toute la durée de la journée du mercredi.

Bien que les agents de conduite adhérents à la FGAAC (autonomes) aient repris le travail mercredi matin, après 48 heures d'arrêt, les décisions prises par les roulants CGT et CFDT devaient imprimer la continuation d'un caractère massif à la grève, d'une part par ce que CGT et CFDT représentent grosso modo 65 à 70 % des roulants, d'autre part parce que cette reconduction est le fait non pas de quelques dépôts, mais d'une grande majorité.

Le caractère massif de cette reconduction, difficile de le nier : à tel point que les journaux du type *L'Aurore*, *France-Soir* ou *Le Parisien Libéré*, ne pouvant nier l'évidence, en étaient réduits dans leur édition de mercredi matin, à cracher sur le mouvement, accusé de gêner les usagers. « *Assez de grève dans les services publics* », titrait *France-Soir*. Grève reconduite massivement à tel point aussi que les radios périphériques et *France Inter*, peu susceptible de grossir la réalité, reconnaissent toujours mercredi matin que, par exemple sur l'essentiel des gares parisiennes, plus de 50 % des trains ne rouleraient pas.



Les cheminots marseillais manifestent devant la gare Saint-Charles.

Ainsi, les cheminots et particulièrement les roulants ont donc reconduit leur mouvement déjà par deux fois en 48 heures, mouvement qui, rappelons-le, avait été au départ fixé à 48 heures minimum. Cette reconduction, preuve de la combativité et de la colère des roulants, est de surcroît le fait d'un grand nombre de dépôts, disons nous. En effet, bien qu'il soit difficile d'avoir un tableau très précis, l'on pouvait mardi soir, connaître par la bouche des cheminots de Paris Sud-Est, l'importance de la reconduction du mouvement : ainsi le mouvement était reconduit sur le réseau Sud-Est comme par exemple à l'importante gare de Ville-neuve-Saint-Georges, réseau où doit s'appliquer en premier un des points importants de la nouvelle réglementation (la conduite à agent seul), mais aussi sur des réseaux qui seront touchés un peu plus tard ; ainsi

sur l'important réseau Sud-Ouest, 70 % des roulants de la gare d'Austerlitz et 100 % de ceux d'Orléans (y compris les sédentaires) ont reconduit la grève.

UNE LUTTE MASSIVE ET PLUS LONGUE

Cette continuation de la lutte globalement, 4 jours de grève déjà — en touchant l'ensemble du réseau — montre que les cheminots ne sont pas dupes de la tactique de la direction de la SNCF, tactique qui consiste, pour mieux faire passer son projet — notamment la conduite à agent seul — à échelonner son application ligne par ligne sur une période assez longue.

Face à ce qui est un projet d'ensemble qui touchera à terme les roulants de l'ensemble du réseau, c'est bien en effet, une riposte tous réseaux confondus qui doit se mener.

Enfin, en prolongeant deux fois de suite leur mouvement, en faisant donc monter un peu la pression, par rapport à d'autres mouvements, les roulants ont à l'évidence voulu aller un peu plus loin que lors des grèves précédentes destinées déjà à s'opposer à la destruction de la SNCF, grèves justement moins longues pour la plupart et après lesquelles la direction de la SNCF n'avait pas reculé d'un pouce. Lesquelles grèves, on s'en souvient, s'étaient déroulées en août, septembre et octobre de l'année dernière. Mouvement massif plus long : sans préjuger des votes de mercredi soir sur une éventuelle nouvelle reconduction, les roulants ont montré d'ores et déjà qu'ils ne laisseront pas facilement la direction de la SNCF appliquer ses projets.

Richard FEUILLET

Editorial

Quand le pouvoir d'achat diminue et que le chômage augmente

Pour la première fois, le ministère du Travail a dû reconnaître une baisse du pouvoir d'achat des ouvriers. Elle a varié de 0,1 jusqu'à 3,9 % selon les cas, d'octobre 1978 à octobre 1979. Dans le même temps, le ministère du Travail annonçait que de décembre 1978 à décembre 1979, le nombre de chômeurs s'était accru de 10,6 %. 140 592 personnes supplémentaires ont été ainsi contraintes au chômage.

Ces chiffres n'expriment que de façon limitée la profonde aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière, ils signifient concrètement que, dans des centaines de milliers de familles, la vie s'est faite plus dure encore qu'avant. Car, qu'y a-t-il de pire que quand chômage et hausse des prix s'additionnent ?

Cette dégradation n'est pas accidentelle : elle est le résultat recherché de la politique gouvernementale, la conséquence des plans Barre successifs. En augmentant les cotisations à la Sécurité sociale, le gouvernement n'ignorait pas que cela allait gravement amputer le pouvoir d'achat des travailleurs. Le but systématique poursuivi par ce pouvoir est d'augmenter les profits capitalistes en abaissant les salaires et en réduisant les effectifs.

Et, ce n'est pas fini ! Le gouvernement ne vient-il pas au début de ce mois de décréter la libération des marges commerciales ? Cela va inévitablement se traduire par une relance de la hausse des prix. Le patronat et son gouvernement se croient tout permis : ils misent sur les divisions de la classe ouvrière pour poursuivre leur agression contre ses conditions de vie. La lutte pour la défense des revenus est une lutte pied à pied. Si une riposte ne s'engage pas, le laminage des revenus va se poursuivre. Lutte pour les salaires, lutte pour l'emploi sont bien les deux priorités actuelles. Pour détourner de cette lutte, gouvernement et patronat désignent un responsable : le pétrole. En désignant les pays producteurs de pétrole comme bouc-émissaire, ils veulent dissimuler leur responsabilité directe. Qu'on nous explique donc quel peut bien être la responsabilité du pétrole dans l'augmentation des cotisations à la Sécurité sociale ? Ou bien dans la décision cynique de libérer les marges commerciales ?

Toujours pour tenter de désamorcer les luttes, le gouvernement rêve de pouvoir réaliser un « consensus », une « unité nationale » au nom des périls extérieurs. En somme, il s'agirait de réaliser l'union des exploités avec leurs victimes, en s'appuyant sur le consentement de certains dirigeants syndicaux ou de partis. Marché de dupes qui ne pourrait se traduire que par la poursuite de l'aggravation des conditions de vie des travailleurs pour le plus grand profit de ceux qui les exploitent.

Pierre BURNAND

ITALIE

GREVE GENERALE TRES SUIVIE

Une grève générale de 24 h a eu lieu mardi en Italie à l'appel des syndicats pour protester contre l'inflation et la montée du chômage. Par cette grève très suivie les syndicats entendaient riposter à l'intransigeance patronale. Elle concernait treize millions de salariés.

TAXIS - HAUSSE

Les taxis parisiens viennent de décider une hausse de 15 % de leurs tarifs. Une augmentation de 10 % avait déjà été prévue en accord avec la préfecture. Il s'agit en fait d'une augmentation « sauvage », mais qui risque bien d'être effective.

LYON - RVI

Le tribunal administratif de Lyon vient d'annuler le licenciement d'un délégué CFDT de Renault-Véhicule Industriel. Il a par contre maintenu le licenciement de trois délégués CGT. Les « raisons » de ces sanctions remontent à la journée d'action du 14 mars 1979.

On peut s'interroger sur les raisons de ce jugement discriminatoire à l'encontre des délégués CGT.

Automobile

- 2000 contrats intérimaires non renouvelés à Peugeot-Sochaux
- Réduction d'horaires chez Talbot
- 5000 pré-retraites à Renault

Alors que l'automobile se présentait jusqu'alors comme industrie peu ou pas touchée par la crise, voilà que pour 1979, la production du groupe Talbot, firme automobile française, accuse une chute de production de l'ordre de 15,2 %. Ce lundi, la direction de cette firme a communiqué au comité d'entreprise que la durée quotidienne du travail serait réduite de 1 h 30 jusqu'à fin avril 1980, alors que six jours chômés complets seraient imposés au cours de cette période. Les pertes de salaire liées à ces mesures — qui touchent 22 000 personnes — ne seront compensées que dans les limites de 50 % par la firme. Cela signifie concrètement une

perte d'environ 400 F par mois.

Pour justifier ces mesures, le groupe Talbot prévoit « un recul général des ventes d'automobiles en Europe », celui-ci serait estimé à 4,5 % environ. Par ailleurs, 500 licenciements viendraient d'être annoncés à l'usine de Poissy... Ainsi, redéploiement et restructuration signifient licenciements, baisse du pouvoir d'achat dans le même temps où certaines unités de production sont transférées en province ou liquidées...

Quant à la régie Renault, elle prévoit 5 000 départs en « retraites anticipées » sur la région parisienne et notamment Billancourt ; par ailleurs, elle a stoppé toute

embauche.

A Peugeot-Sochaux, la pratique de contrat à durée limitée a connu une certaine extension dans la dernière période. Une agence — la Nota — créée par Peugeot en 1969, ne comptait pas moins de 2 000 travailleurs sous contrat engagés par elle, et ceci à la date du 1^{er} juin dernier. Or, à l'heure actuelle, ce nombre s'est vu ramené à 600. Il s'agit de contrats limités à 6 mois ou un an, jusque là réservés aux travailleurs immigrés, et qui sont maintenant étendus aux travailleurs français. Ainsi, selon les besoins immédiats, on embauche ou on jette à la rue.

L'affaire des diamants : le « Canard enchaîné » publie un nouveau document

Le *Canard enchaîné* fait de nouvelles révélations sur l'affaire des diamants offerts par Bokassa à Giscard d'Estaing. Cet hebdomadaire publie une lettre adressée à Bokassa, alors qu'il était au pouvoir, par son ministre des finances, H. Doboze, datée du 20 mars 1978.

Le ministre en question demande à Bokassa « l'autorisation de recevoir, pour enregistrement, le double des bons de commande et correspondances adressés au Comptoir national du diamant, secteur France, et concernant tant le président de la République que les personnalités françaises ».

Le *Canard enchaîné* affirme par ailleurs que le « trésor impérial » de Bokassa aurait été démenagé par les parachutistes français au lendemain de la chute de Bokassa. Ce trésor serait composé de bijoux et de diamants d'une grande valeur.

Pessimisme pour 1980 en Allemagne

Selon des informations parvenues de Bonn, les experts gouvernementaux allemands seraient pessimistes pour l'année 1980. En effet, si le taux d'inflation prévu est compris entre 4,5 et 5 %, la croissance verrait son taux diminuer de moitié, c'est-à-dire passer à 2 ou 2,5 %. Dans ces conditions, le chômage lui-même, pourtant déjà très important, risque de connaître une aggravation. Par ailleurs, dans le cadre du renouvellement des contrats bilatéraux annuels, les syndicats demandent une augmentation de 10,5 %.

L'Europe face à l'invasion de l'Afghanistan

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Marché commun étaient réunis ce mardi 15 janvier à Bruxelles pour discuter de la situation en Afghanistan. On ne s'attendait guère à ce que des mesures concrètes soient prises contre l'URSS.

Ce qui a caractérisé les réactions des gouvernements des Neuf à l'invasion de l'Afghanistan, c'est l'absence totale, dans un premier temps, de concertation, ainsi que le caractère très prudent de la plupart des déclarations, toutes se référant à la détente.

Rappelons que le gouvernement français, tout en condamnant l'agression soviétique, affirmait dans le même temps ne vouloir prendre aucune mesure d'ordre économique, et réitérait son soutien à la politique dite de détente. François-Poncet tentait de démontrer que l'invasion de l'Afghanistan ne concernait que les rapports entre l'URSS et le Tiers Monde, à la rigueur les rapports entre l'URSS et les Etats-Unis, mais en aucun cas l'Europe.

Le communiqué publié à l'issue de la visite de Schmidt à Giscard affirmait la même position timide : « La France, déclarait-il, n'entend pas renoncer, pour sa part, à la recherche de la détente » et appelait de ses vœux « des gestes positifs, concernant notamment le droit du peuple afghan à déterminer lui-même son destin ». Ce qui était bien vague.

C'est près de trois semaines après l'intervention soviétique que les gouvernements européens vont tenter de prendre une position commune, après que chacun eut, de son côté, défini sa propre position sans concertation préalable. Il n'est même pas évident qu'ils y parviennent : les positions sont en effet éloignées, entre l'attitude britannique, favorable à des mesures de rétorsions économiques contre l'URSS, et la position beaucoup plus prudente, des gouvernements français et allemand. Un signe supplémentaire de ce que l'unité politique de la CEE est encore loin d'être une réalité.

Coup de semonce des agriculteurs corses

De notre envoyé spécial Hervé Das

Ajaccio, mardi 15 janvier. Ceux qui prétextaient le risque d'incidents pour prêcher l'immobilisme ont reçu plusieurs démentis depuis dimanche. Les lycéens ont organisé deux rassemblements d'environ 200 personnes sur les lieux des assassinats des victimes civiles.

Les organisations paysannes FDSEA et CDJA des deux départements, suite aux menaces du préfet, ont retiré leur mot d'ordre d'occupation des perceptions et ont organisé des barrages de route, mardi de 13 h à 15 h. Dans un communiqué, elles dressent le bilan de leur action : « Comme nous l'avions prévu, l'opération « coup de semonce » de ce mardi 15 janvier s'est déroulée pacifiquement grâce à la discipline la plus totale des agriculteurs. De 13 à 15 h, cet après-midi, des barrages routiers ont été maintenus en place en 18 points sur tout le territoire de la Corse. Les pouvoirs publics doivent interpréter cette démonstration de la détermination et de la discipline de nos adhérents comme un dernier avertissement. Désormais, outre notre totale solidarité avec les diverses actions prévues par le collectif des organisations démocratiques, nous nous réservons la possibilité d'agir sans préavis sous des formes beaucoup plus sévères.

Les pouvoirs publics doivent comprendre que si nous avons toujours été soucieux de la légalité, dans le cas présent, c'est la justice que nous réclamons et une justice égale pour tous. Cette exigence de justice du peuple corse va encore s'affirmer la semaine prochaine avec la journée « Insula morta » décidée par le collectif que les partis de



L'autorail Bastia-Ajaccio bloqué mardi 15 janvier après-midi par les agriculteurs.

gauche et les syndicats ont réintégré lundi soir.

Au 102 patriotes en prison à Paris, il faut ajouter le jeune Lucchini, le fils du célèbre résistant corse « Ribello ». Sa mère me racontait comment il a été ceinturé par cinq hommes en civil, qui ont trouvé sur lui un pistolet. Des faux témoignages d'inspecteurs de police tentent de faire croire qu'il aurait dégainé. « S'il avait sorti son arme, il ne serait plus en vie », dit-elle. Il a été condamné en flagrant délit à 3 ans de prison ferme. On peut mesurer la sévérité de cette peine, quand on sait que l'inspecteur de police de l'Office Central de Répression du Banditisme qui a assassiné Michèle Lenck est laissé en liberté surveillée.

Justice !, c'est aussi ce que réclamait Marcel Lorenzoni. Il est maintenant certain, d'après des membres de sa famille, que Bertolini avait l'intention de lui tendre

un piège machiavélique où il aurait dû perdre la vie, mais où l'on aurait pu croire qu'il était la victime d'un plastillage dont lui-même était l'auteur.

Oui, si le calme est revenu en Corse, les événements restent au cœur des discussions : il revient au collectif,

comme l'ont fait les lycéens et les paysans, de prendre des initiatives pour empêcher les assassins en uniforme barbouillés de sang et pour que les patriotes en prison puissent retrouver leur foyer.

Les lycéens corses n'oublieront pas

Les lycéens corses, dont la grève a été massivement suivie lundi 14 janvier, ont organisé deux manifestations, l'une le lundi, l'autre le mardi, là où sont tombés sous les balles de la police Michèle Le et Pierre Marengoni. Après avoir déposé une gerbe « aux victimes de l'Etat colonialiste français », représentant de l'ULC (Union des lycéens corses) a déclaré : « Michèle, Pierre, les étudiants corses ne vont s'incliner là où les tueurs français vous ont lâchement abattu. Nous jurons de vous venger, de veiller sur toutes les victimes du colonialisme français et de pouvoir vivre libres dans notre seule et unique patrie la Corse ».

Chaque jour,

achetez

le Quotidien du Peuple dans le même kiosque

CONTRE-PETITION DU PCF

Pour riposter à la pétition qui circule à l'intérieur du PCF, exigeant la condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan, la direction du PCF vient de publier un « appel d'intellectuels » qui soutient la position de la direction. Une bonne partie des signataires sont membres du comité central du PCF...

Quant à la pétition hostile à l'intervention soviétique, elle a reçu de nouvelles signatures, dont celle de deux élus, Maurice Berlemont, conseiller de Paris, et Roger Pellayon, conseiller municipal d'Arles.

DEMISSION DU PCF

Le metteur en scène Antoine Vitte, vient de démissionner du PCF, auquel il appartenait depuis vingt ans.

Le PCF et l'URSS

La « preuve » par Prague

Pourquoi le PCF, qui a exprimé sa « réprobation » de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, approuve-t-il aujourd'hui l'agression contre l'Afghanistan ? La question, maintes fois posée au PCF, suscite la même réponse : la situation n'était pas la même ; en tout cas, la différence des deux positions prouverait que le PCF n'approuverait pas systématiquement la politique extérieure soviétique. Il conviendrait de rappeler quelques faits sur les limites très étroites de la condamnation par le PCF de l'intervention en Tchécoslovaquie.

Interrogé sur les similitudes entre l'intervention en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, Marchais répondait vendredi 11 janvier sur TF 1 : « Il y a une différence fondamentale ! Nous avons condamné l'intervention en Tchécoslovaquie, et nous continuons à la condamner. Je l'ai dit à nos camarades soviétiques dans les entretiens que j'ai eus avec eux. Nous n'avons pas changé d'un pouce sur cette question. Et non seulement nous con-

damnons plus fermement que jamais l'intervention qui a eu lieu en 1968, mais nous condamnons les procès et les arrestations qui ont eu lieu récemment à Prague ».

Pour Marchais, la « différence » réside dans le fait que le « Parti communiste et le peuple tchécoslovaque avaient en eux-mêmes les forces nécessaires » à la poursuite de leurs objectifs, et donc qu'« il n'y avait pas de raison valable pour une intervention ».

On voit, l'usage que peut

faire le PCF de cette position : sa condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie tend à le dédouaner de son image d'approbation systématique à rendre plus crédible sa position sur l'Afghanistan, dont il pourrait dès lors prétendre qu'elle s'est appuyée strictement sur l'examen des faits, puisqu'il aurait fait preuve une première fois d'indépendance.

UNE « REPROBATION » VITE REPRISE

C'est là qu'il faut rappeler quelques faits sur la prise de la position du PCF face à l'intervention en Tchécoslovaquie. Dans un premier temps, le bureau politique du PCF avait, le lendemain de l'intervention, exprimé « sa surprise et sa réprobation ». Le lendemain, le Comité central réaffirmait la même posi-

tion, mais faisait référence au renforcement des rapports du PCF avec les partis frères, « et particulièrement des liens d'amitié fraternelle qui l'unissent depuis toujours au Parti communiste de l'Union Soviétique ».

Le 25 août, à l'occasion de la « normalisation de la situation en Tchécoslovaquie (...) ce qui implique le retrait des forces d'intervention ». Deux jours plus tard, le bureau politique abandonnait toute velléité d'exigence du retrait des troupes soviétiques, appréciant comme « un fait positif » le fait que les dirigeants soviétiques et tchécoslovaques aient publié un communiqué commun.

De l'exigence du retrait des troupes, on était ainsi

passé de l'approbation à la normalisation sans des troupes. A maintes reprises par la suite, le PCF a réaffirmé cette position selon laquelle « le nement tchécoslovaque a déclaré que la prise des troupes du Pa. Varsovie ne mettait cause l'indépendance Tchécoslovaquie », et pour argent comptant, telles déclarations.

Dans ces conditions, il est difficile d'accorder à une condamnation ponctuelle l'entrée des troupes à Prague, suivie immédiatement d'une approbation de la prise permanente de ces troupes censées protéger un régime « socialiste », me tabac que celui qui a été à Kaboul ?

François t

Usinor Dunkerque 4e Congrès du syndicat CGT : l'avancée démocratique



(1) Une orientation pour servir 11 000 salariés

Vendredi 11 et samedi 12 janvier, s'est déroulé au Palais du Littoral, à Grande Synthe, le 4e congrès de l'USUD (Union des syndicats CGT d'Usinor-Dunkerque). Il s'agissait d'un important événement non seulement pour la vie syndicale dunkerquoise, mais aussi pour l'ensemble des

Le précédent congrès avait lieu en 1977 ; c'est-à-dire que ce congrès se tenait dans un contexte bien différent. L'échec de la gauche aux législatives de mars 1978 ainsi que la mise en œuvre du nouveau plan de restructuration et la bataille menée en 1979 dans les bassins de l'acier constituent les événements majeurs qui se sont déroulés depuis le précédent congrès. Développement d'une pratique de classe et de masse, réflexion approfondie pour le choix d'une orientation claire et mobilisatrice. Durant deux jours, la centaine de délégués a débattu avec sérieux, esprit de responsabilité les différents textes qui lui étaient soumis. L'Union Départementale CGT était représentée par Raymond Leroy et l'Union Locale de Dunkerque par Jean-Paul Guérin. Alain Tacquin apportait le salut de la fédération.

Le rapport d'ouverture, présenté par Roger Lalouette, (secrétaire du syndicat), devait retracer la situation de plus en plus difficile faite aujourd'hui aux travailleurs et souligner l'aggravation permanente des conditions de vie, de travail et de sécurité des sidérurgistes de Dunkerque. En 1979, il y a eu 3 675 blessés ayant reçu des soins à l'infirmerie (il y en avait 3 509 en 1978) soit une augmentation de 4,8 % ; 534 blessés ont dû cesser le travail contre 482 en 1978. Oui, Usinor-Dunkerque est bien l'usine de l'insécurité permanente, des accidents quotidiens, des mutilations,

de la mort (95 morts à cette date).

COMPRENDRE LA CRISE

Marqué par un important effort de réflexion, et par un large débat démocratique, ce 4e congrès aura permis aux syndicalistes CGT d'Usinor-Dunkerque d'affirmer leur orientation, de repréciser avec clarté leur analyse de la crise de la sidérurgie et des ripostes qu'il convient d'y apporter au plus près des travailleurs.

Trois contributions, celle des syndicats acier, fonte et de l'UFICT devaient permettre d'enrichir le rapport d'orientation. Ainsi, alors que le rapport d'orientation proposait de déclarer « la société dans laquelle nous vivons, celle des grands groupes multinationaux, enfermés dans une crise très profonde, exige de grands changements sociaux », le nouveau rapport adopté après discussion mentionne de manière plus explicite : « La société capitaliste est secouée par une crise au niveau international. Prenant argument des manifestations de la crise dans les différentes branches d'industrie, patronat et gouvernement tentent de faire accepter une politique d'austérité brutale et systématique car pour eux, ils veulent tenter de sortir de la crise en faisant payer les travailleurs ». Il est en effet utile pour développer un syndicalisme de classe, de désigner correctement le caractère de classe de notre société, ainsi que le caracté-

métallos de notre pays, et, tout particulièrement des sidérurgistes. En effet, avec près de 11 000 salariés, le grand complexe intégré d'Usinor-Dunkerque constitue la plus importante unité sidérurgique du pays, et à bien des égards le pilier de l'industrie sidérurgique française.

re international de la crise capitaliste que les maîtres de forge comme les autres patrons veulent faire payer aux travailleurs. Un amendement adopté du syndicat acier, plaide avec raison : «...Il ne dépend que de nos capacités à s'y opposer et à faire en sorte que ce soient les capitalistes qui payent. Et ils en ont les moyens ».

POUR L'UNITE DE CLASSE DES SIDERURGISTES

Quelle est le rôle de l'Europe dans cette crise capitaliste internationale de la sidérurgie ? Le congrès aborde également ce problème important puisqu'il trouve des implications directes dans la tactique de mobilisation et de lutte des travailleurs. « Dans la sidérurgie, le gouvernement et le patronat en accord avec le plan Davignon, ont engagé un processus de restructuration », cette formulation adoptée au congrès paraît traduire correctement les relations entre les décisions communautaires de la commission de Bruxelles et les décisions des maîtres de forge et du gouvernement français. Les formules initialement avancées et finalement non retenues par le congrès mettaient en avant la « soumission », la « dépendance » de l'industrie sidérurgique française par rapport à la sidérurgie allemande. Il était dit notamment : « La restructuration permet aux groupes allemands qui ont des participations dans les principaux groupes belges,

d'organiser la commercialisation, l'approvisionnement et la commercialisation de la moitié de l'acier européen ». A cette déclaration, le congrès a substitué la déclaration suivante : « Cette restructuration à comme conséquences la fermeture d'usines entières du bassin de Lorraine et du Nord. Après Louvroil, Trith, Thionville, Longwy et Denain. Parallèlement aux fermetures des vieilles usines, on assiste à une augmentation de la production dans les nouveaux pôles de l'industrie sidérurgique, Dunkerque et Fos ».

On le voit, cette nouvelle formulation présente l'avantage de poser la question de la restructuration du point de vue de la lutte syndicale contre les licenciements, pour le maintien des emplois, en rattachant le problème des usines qui ferment (Longwy, Denain) à celui des usines où la productivité doit s'élever sur le dos des travailleurs. Cela, c'est la base même de la nécessaire solidarité de classe des sidérurgistes entre usines et bassins différents. Cet enseignement important de la bataille des sidérurgistes contre le plan de restructuration, il est normal que les syndicalistes CGT de Dunkerque y soient attachés, eux qui ont vécu, parfois douloureusement les difficultés de cette unité, notamment le 6 avril 1979.

Rémi DAINVILLE

A suivre demain : « Aller aux travailleurs ».

Sud-Couleur (Montpellier) : recul important de la direction

Dans le quotidien d'hier, nous parlions de l'entreprise de développement photographique «Sud-Couleur-Service» et de l'échéance du lundi 14 janvier où les patrons devaient donner des réponses sur l'avenir de cette entreprise. A l'heure où nous écrivons, 100 à 150 ouvriers n'avaient pas été payés sur 250 et la menace de 50 licenciements demeurait. Ce non paiement, c'était une tactique du patron, pour imposer très facilement de nombreux licenciements. Seulement, vendredi, à l'annonce du non paiement des salaires, la grande majorité des ouvriers ont arrêté le travail, et selon les décisions qui devaient être prises par la direction, ce mouvement allait recommencer, s'amplifier.

La presse locale était alertée, parlait de cette journée décisive de lundi. La section CFDT de l'usine et le syndicat chimie de l'Hérault, par un travail long et patient, avaient préparé cette lutte.

La riposte immédiate des travailleurs, vendredi 11 janvier, en est un exemple vivant : devant la détermination de tous, le bruit qui était fait autour de cette affaire, le patron a reculé ; c'est la solution la plus positive qui a été avancée à la réunion du comité d'entreprise. Si Sud Couleur est racheté par les «Labos du Sud» (dont Rollet est membre), les licenciements sont limités à dix sept, aux seuls licenciés volontaires, les salaires seront payés vendredi 18 janvier au plus tard ; s'il n'y avait pas eu de licenciements volontaires, peut-être aurait-il été possible d'éviter tout licenciement. Quand le délégué syndical CFDT a annoncé la nouvelle, les nombreux travailleurs qui avaient arrêté le travail et attendaient des nouvelles ont manifesté leur enthousiasme. C'est bien leur détermination, les actions de la section CFDT qui ont fait réfléchir et reculer le patron.

Correspondant MONTPELLIER

La lutte des travailleuses de chez Lou (sous-vêtements féminins) : bientôt un an d'occupation

A Lou, l'occupation continue pour protester contre la fermeture de l'usine et faire redémarrer les activités, et voilà qu'on refuse même aux travailleuses le droit à la formation.

Des belles promesses de la préfecture qui disait : « Aucun problème au niveau des formations », on attend toujours l'application. Les stages étaient attendus pour octobre 1979, au plus tard. En janvier 1980, il n'y a toujours rien.

Bien sûr, à l'époque où ces promesses ont été faites, on parlait d'embauche à Hewlett-Packard. Il était question que la Thompson-CSF crée un département d'électronique qui aurait fourni 2 000 emplois, mais cela n'a pas eu lieu et le veto a été mis sur les stages de formation des ouvrières licenciées de Lou.

Aujourd'hui, après bien des démarches et des luttes, il y aurait 25 demandes acceptées et encore, sur le plan du principe, sur 48 déposées, mais, disent les travailleuses de Lou : « Il n'est pas question qu'il y ait des laissées-pour-compte ». La lutte se poursuit donc à Lou, apportons-lui notre soutien. Les ventes continuent rue Général Ferrié à Grenoble, tous les jours de 17 à 19 h.

Correspondante de GRENOBLE

Dernière minute : AFD-Decazeville

Nous publions page 2 un article de notre correspondant de Decazeville sur la longue grève des AFD. Cette grève vient de se terminer et nous informons nos lecteurs, dans nos prochaines éditions, sur les résultats et les conditions de la reprise.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Cambodge : marche pour la survie

Le 5 février prochain, les camions de Médecins sans frontières, chargés de 200 tonnes de vivres et de médicaments se présenteront au poste frontalier d'Aranya-prathet qui sépare la Thaïlande du Cambodge.

Les membres de Médecins sans frontières sont préoccupés par le non-acheminement des secours au Cambodge. Ils n'ont essuyé que des refus de la part de l'administration occupante. Ne pouvant obtenir de visas leur permettant d'exercer leurs soins à l'intérieur du Cambodge, ils ont donc décidé de passer à l'action.

Désireux d'« aller au-delà des pétitions », ils projettent, avec l'appui de plusieurs organisations humanitaires françaises et étrangères (dont la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme et des sections régionales de Terre des Hommes) et le soutien de nombreuses personnalités : Joan Baez, la veuve du pasteur Martin Luther King, Jacques Attali, Charles Aznavour, etc. d'organiser la marche pour la survie, afin d'obtenir l'autorisation de distribuer des secours à l'intérieur du Cambodge. S'ils ne peuvent pénétrer au Cambodge, l'aide sera remise aux réfugiés en Thaïlande, en cas de succès, elle sera acheminée vers Phnom Penh.

Corée : Kim Il Sung évoque l'année 1980 sur le plan intérieur

Dans un message prononcé voici quelques jours, à l'occasion de la nouvelle année, Kim Il Sung, secrétaire général du Parti du travail de Corée et président de la République populaire démocratique de Corée, a salué les réalisations accomplies dans son pays en 1979 pour faire avancer l'édification socialiste. Il a salué également les luttes menées par la population du Sud, qui subit toujours l'oppression exercée par une dictature pro-américaine perpétuant la politique de Park Chung Hee, récemment assassiné.

Concernant les succès obtenus en 1979, Kim Il Sung note que, « grâce aux trois révolutions, idéologique, technique et culturelle », « notre peuple a donné un nouvel essor à la production et à la construction, et a réalisé bien avant terme le plan annuel. Par rapport à 1978, la valeur globale de la production industrielle a augmenté de 15 %. Ainsi, la réalisation du second plan septennal a obtenu des progrès décisifs et l'économie nationale, indépendante, de notre pays est raffermie ».

et entraîner avec force la masse des producteurs au mouvement en faveur de l'innovation technique ». Estimant que « l'amélioration constante du niveau de vie du peuple est due à l'orientation invariable de notre parti », Kim Il Sung insiste sur la nécessité pour les travailleurs d'être animés notamment par « l'esprit révolutionnaire consistant à compter sur ses propres forces et à combattre avec opiniâtreté ».

SOUTIEN TOTAL AU SUD

« J'adresse mon soutien et mon encouragement entiers à la juste lutte patriotique de la population sud-coréenne et lui souhaite de plus grands succès dans sa lutte au cours de la nouvelle année », a ajouté le président coréen, qui a noté : « actuellement, les révolutionnaires et la population de Corée du Sud luttent dans les conditions très difficiles pour la démocratisation de la société sud-coréenne et la réunification de la patrie ».

On sait que le nouveau gouvernement, en Corée du Sud, est composé d'anciens fidèles du dictateur Park Chung Hee. Sa composition semble illustrer la poursuite d'une politique qui, animée par les chefs de l'armée, tourne le dos à la démocratisation et la réunification, et qui s'appuie sur l'ingérence permanente des Etats-Unis. Ceux-ci disposent toujours en Corée du Sud d'au moins 40 000 soldats, qui ont été engagés en novembre dernier, dans les manœuvres militaires les plus importantes qui aient eu lieu ces dernières années, en Corée.

Le président coréen souligne que l'année 1980, marquée par le 6^e congrès du Parti du Travail — le précédent avait eu lieu en 1970 — devra connaître des succès encore plus importants.

6^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL

« Le 6^e congrès du Parti du Travail de Corée, déclare Kim Il Sung, sera un congrès historique. D'autant plus qu'il dressera le bilan des éclatantes réalisations et des expériences précieuses faites par notre parti et notre peuple dans l'édification socialiste et qu'il définira un nouveau programme militant. Ce sera une occasion marquante de renforcer la combattivité de notre parti et de conduire notre révolution à un stade supérieur de développement ».

« Pour donner une forte impulsion à la révolution technique, a encore souligné le président coréen, il faut intensifier la lutte idéologique contre le conservatisme, la passivité et l'irrationalisme à l'égard de la technique, relever le rôle des scientifiques et des techniciens,

L'ONU et l'Afghanistan

L'URSS et ses satellites n'ont pu faire avaliser l'invasion

C'est avec beaucoup plus des deux-tiers des voix nécessaires que l'Assemblée générale de l'ONU a condamné l'intervention soviétique : 104 voix pour, 18 contre et 18 abstentions. Ce sont 24 pays non-alignés qui ont finalement présenté la résolution ci-contre. Les votes sont finalement significatifs de l'isolement de l'URSS dans ses aventures impérialistes.

Les dix-huit pays qui ont voté contre sont les suivants : Afghanistan, Angola, Bulgarie, Biélorussie, Cuba, Ethiopie, République démocratique allemande, Grenade, Hongrie, Laos, Mongolie, Mozambique, Pologne, Tchécoslovaquie, Ukraine, Union Soviétique, Vietnam, République démocratique du Yémen.

A cela, il faudrait en fait retirer l'Ukraine et la Biélorussie qui sont des « républiques » intégrées totalement dans l'URSS, mais qui bénéficient depuis 1945 d'un siège chacun à l'ONU. Sur les seize autres pays, seuls le Mozambique et Grenade (et dans une certaine mesure l'Angola) ne sont pas des satellites de l'URSS. A noter que dans tous les derniers votes à l'ONU, Grenade, He devenue récemment indépendante, à toujours voté du côté de l'URSS.

Quant aux abstentions, elles sont aussi significatives. Il s'agit de : Algérie, Bénin, Burundi, Congo, Chypre, Guinée-Equatoriale, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Madagascar, Mali, Nicaragua, Ouganda, Sao-Tomé et Principe, Syrie, République arabe du Yémen (Nord) et Zambie.

Or, la plupart d'entre eux sont fortement influencés par l'URSS comme l'Algérie, le Congo, le Nicaragua, Madagascar...



A signaler que la Roumanie, considérée par l'URSS comme étant un pays socialiste, n'a pas pris part au vote et qu'il y avait neuf absents : Bhoutan, Cap-Vert, Centrafrique, Tchad, La Dominique, Lybie, Iles Seychelles, Iles Salomon, Soudan.

Parmi la centaine de pays qui ont pris la parole, seuls Cuba, le Vietnam et les pays de l'Europe de l'Est (sauf la Yougoslavie et la Roumanie) ont cherché à justifier l'intervention soviétique. L'Angola, l'Ethiopie et l'Inde (qui n'a pourtant pas voté contre la résolution) ont pris la défense de l'URSS.

Au vu de tels faits, la pseudo-argumentation des révisionnistes comme quoi il s'agirait d'un « drame préfabriqué » par les impérialistes ne tient pas. A moins qu'à partir de maintenant, ils considèrent la Yougoslavie, la Corée du Nord, l'Algérie, le Nicaragua... comme des valets de l'impérialisme. En tout cas, leur « pureté » en a pris un coup.

Extrait de la résolution

La résolution adoptée est en fait assez longue. Elle commence par indiquer que l'Assemblée générale de l'ONU est « gravement préoccupée » par la situation. Puis, « 1) L'Assemblée générale réaffirme que le respect de la souveraineté de l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat est un principe cher aux Nations Unies, toute violation sous quelque prétexte que ce soit étant contraire aux buts et principes qui y sont énoncés; 2) déplore la récente intervention armée en Afghanistan qui est incompatible avec le dit principe; 3) fait appel à tous les Etats pour qu'ils respectent la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Afghanistan et pour qu'ils s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires intérieures de ce pays; 4) demande le retrait immédiat, inconditionnel et total de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan, afin de permettre au peuple afghan de décider lui-même de la forme de son gouvernement et de choisir son système économique, politique et social sans ingérence, subversion, coercition ou contrainte de l'extérieur sous quelque forme que ce soit ».

Suit, un article sur le problème des réfugiés. Le dernier article demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'étudier les moyens qui pourraient faciliter l'application de la présente résolution. Aux termes de cet article, le Conseil de sécurité devrait donc à nouveau être saisi de la question.

Iran : début de la campagne électorale

A moins de dix jours des élections présidentielles, la situation semble s'être stabilisée à Tabriz où samedi, 11 militants retranchés dans l'immeuble du Parti Républicain du Peuple Musulman (proche de l'Ayatollah Shariyat-Madani) ont été exécutés par les gardiens de la révolution.

Une centaine de candidats briguent le poste de président de la République, seuls une demi-douzaine d'entre eux, d'après le ministère de l'Intérieur, possèdent une envergure nationale, et auront droit à ce titre à un temps de parole à la radio et à la télévision. Les conditions pour poser sa candidature étaient les suivantes : pas de lien avec l'ancien régime, ni avec l'impérialisme occidental ou oriental (c'est ainsi que l'URSS est généralement désignée en Iran). D'autres critères figurent dans la constitution : être de nationalité iranienne et né en Iran, de religion musulmane.

D'autre part, l'imam Khomeiny a dissuadé les digni-

taires religieux de se présenter, c'est ainsi que l'Ayatollah Beheshti secrétaire-général du Parti de la République Islamique, la principale formation à soutenir l'imam, a retiré sa candidature. L'Ayatollah Khalkali, chef des tribunaux islamiques et membre du Conseil révolutionnaire, a fait savoir qu'il retirait sa candidature au profit du ministre de l'Economie et des Finances, Bani Sadr.

Proche de Khomeiny, connu pour ses projets de réformes économiques, s'étant élevé contre les pratiques anti-démocratiques de certains religieux réactionnaires dans le quotidien « Révolution Islamique » qu'il dirige, Abol Hassan Bani Sadr bénéficie d'une certaine popularité parmi les intellectuels progressistes mais aussi, bien que dans une moindre mesure, parmi les masses populaires qui se pressent à ses meetings. Le ministre de l'Economie et des finances est certainement l'un des candidats les

mieux placés dans la course à la présidence.

Parmi les autres candidats on trouve l'amiral Madani, commandant en chef de la marine iranienne et gouverneur général du Khouzistan, le ministre des Affaires étrangères Ghojbzadeh, Forouhar, ancien ministre du

Travail sous Bazargan, actuellement chargé de mission au Kurdistan, le porte-parole du Conseil de la Révolution et le candidat de l'organisation des Moudjahiddin du Peuple : Massoud Rajavi.

Franck ROUSSEL

Grande-Bretagne

Alors que la grève des sidérurgistes rentre dans sa troisième semaine, des équipes de grévistes interviennent aux quatre coins du pays pour renforcer la grève. Ils organisent des piquets devant les entrepôts, les usines de construction automobiles... Les directions syndicales ont fait part de leur inquiétude à la commission de conciliation du gouvernement : plus la grève se prolonge, et plus il leur sera difficile de mettre fin au conflit...

Afrique du Sud

Des grèves d'ouvriers africains ont eu lieu récemment dans les principales villes industrielles d'Azanie (Afrique du Sud) pour la reconnaissance de leurs propres syndicats. A Valer, dans la province du Cap, des manifestations contre la discrimination raciale ont été violemment réprimés. Plusieurs travailleurs africains de l'usine de montage automobile de Port Elisabeth ont été blessés, d'autres ont été arrêtés.

Le ministère du travail avoue : le pouvoir d'achat ouvrier est en baisse

« Le pouvoir d'achat des ouvriers est en baisse ». Pour les premiers intéressés, ce n'est sans doute pas une révélation. Ils savent d'expérience à quoi s'en tenir, malgré les promesses de Giscard et de Barre, au coin du feu ou dans leurs conférences de presse télévisées. Si le fait mérite plus particulièrement d'être noté, c'est que pour la première fois, le ministère du Travail lui-même l'avoue, dans une enquête qui va jusqu'en octobre 1979 : le pouvoir d'achat ouvrier a officiellement diminué de 0,1 à 3,9 % en un an.

Pour arriver à ce résultat qui désavoue, de fait, le gouvernement lui-même, le ministère du Travail a tout simplement comparé le taux d'accroissement du revenu mensuel net ouvrier entre octobre 1978 et octobre 1979, et l'évolution du coût de la vie dans la même période, sur la base de l'indice INSEE.

Selon cet indice, l'inflation a été de 11,3 % entre ces deux dates. De son côté, le revenu mensuel net d'un ouvrier, père de 5 enfants, en province, a progressé de 11,2 %. En tenant compte des prestations sociales. A Paris, il n'a progressé que de 9,8 %. D'après ce type de calcul, les ouvriers célibataires ont vu leur salaire progresser à Paris de 7,4 %, en province de 9,8 %.

Autrement dit, quand on parle de « progression » des salaires, on arrive en fait à un résultat négatif pour le pouvoir d'achat : entre 0,1 et 3,9 % de baisse sur un an.

BIEN AU DESSOUS DE LA REALITE

De toute évidence, la ponction supplémentaire pour les cotisations sociales, en janvier et août 1979, a contribué à ce résultat.

Mais, ce n'est pas le seul poste qui a augmenté même selon les statistiques très légères de l'INSEE. Avant tout, le logement et les charges, qui sont particulièrement sous-estimés par l'INSEE, mais qui sont sans doute la partie la plus incompressible du budget d'un travailleur.

Quelques exemples de hausses officielles de produits ou services courants, pour la même période : produits à base de céréales : 13,2 %, habillement et textile : 11,3 %, chaussures : 12,9 %, chauffage et éclairage : 22,1 %, transports publics : 16,3 %. Ce ne sont là que quelques exemples, officiels de surcroît, mais qui tous, dépassent le taux global de l'inflation.

Si l'on prend d'autres indices, un peu plus dignes de foi, bien qu'ils ne soient pas parfaits, la baisse du pouvoir d'achat ouvrier est encore plus nette : l'indice CGT donne une inflation de 12,8 %, celui de la CFDT de 13,1 %.

LES PROMESSES S'ENVOLENT

Cette « révélation » du ministère du Travail est un démenti formel à tous les

discours de Giscard et de Barre : sans oser parler de progression du pouvoir d'achat, ils ont toujours promis qu'en aucun cas, les revenus n'augmenteraient moins vite que les prix, et qu'il y aurait un petit progrès. « Vous avez dit : le revenu, le niveau de vie, vont baisser. Non, ils vont continuer à progresser, mais plus lentement ». C'est Giscard qui parle ainsi, en avril 1979 !

Ils ont fait tout un tintamarre sur les aides diverses que, dans leur grande bonté, ils ont distribuées aux victimes des « inégalités ». Or, ces prestations sont incluses dans les comptes du ministère du travail et ne suffisent pas à renverser la vapeur.

Sur les prestations sociales, voilà ce que disait Giscard lui-même dans sa conférence de presse du 21 novembre 1978 :

« Le gouvernement, qui doit en délibérer dans quinze jours au Conseil des ministres, devra rechercher une solution de synthèse qui ne réduise pas le niveau social des Français ». On peut dire bravo, c'est une réussite !

LES CHOMEURS ? INCONNUS DANS LES STATISTIQUES

Il faut aussi dire un mot sur les chômeurs, qui ne sont pas pris en compte dans ces statistiques : près de deux millions de travailleurs dont le gouvernement n'aura sans doute pas le front de dire qu'ils ont des revenus en hausse. Parmi



Photo Bob Regard

eux, 266 000, officiellement, ne sont même pas indemnisés. Et c'est eux-là qu'une récente loi veut priver de couverture sociale, et forcer à prendre une assurance « personnelle ».

On nous assure que l'Etat prendra en partie en charge cette assurance ; peut-être, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle coûtera 300 F par mois ! Sans doute une contribution du gouvernement Giscard-Barre à la lutte contre les inégalités, dont on nous a abreuvé au moment des fêtes !

Monique CHERAN

Prisons

Des conditions de détention intolérables

Les prisons sont surpeuplées. Voilà ce qu'indique un rapport général sur l'administration pénitentiaire pour 1978 publié par le ministère de la Justice.

On comptait au 1er janvier 33 315 détenus dont 20 986 condamnés, 12 329 détenus attendant d'être jugés. Ces dernières années, les prisons recevaient 30,19 % de détenus en trop ! C'est la maison d'arrêt de Marseille qui détient le triste record du surpeuplement : 166,42 %, à Toulouse le taux est de 138,80 %, à Melun 51,07 % et à Poissy de 43,89 % (supérieur aux normes établies).

Conséquence de telles conditions de détention l'état de santé des détenus laisse à désirer. En 1978, 41 701 détenus ont été examinés. On a décelé 2 568 maladies mentales et 30 073 personnes ont été soignées pour troubles mentaux. On a soigné 1 193 cas de syphilis, 1 636 cas d'alcoolisme et 2 217 cas de toxicomanie. Le nombre des morts par suicide et le nombre de tentatives a augmenté ces dernières années. 46 personnes

se sont suicidées en prison contre 25 en moyenne dans la décennie 1962-1972. Des détenus, de plus en plus nombreux tentent de se donner la mort. 33 des prisonniers morts en prison en 1978 n'avaient pas été condamnés et 23 se trouvaient détenus depuis moins de 3 mois. Sur 300 tentatives, 214 étaient dues à des prévenus et 37 seulement de condamnés à plus d'un an de détention. Selon le ministère lui-même, 43 établissements sont à la limite du surpeuplement — sur les 179 existants — et 35 devraient être désaffectés. En effet depuis 1962 le secteur neuf ou rénové ne représente que 11 000 places. Des prisons où sont mélangés truands et petits délinquants, prévenus et condamnés, dans ces prisons aux conditions précaires, on se suicide de plus en plus. La commission parlementaire désignée pour enquêter sur les prisons après les révoltes de 1975 n'a toujours pas donné les conclusions de son enquête !

Léon CLADEL

En pleine vague de froid

Nouvelles menaces d'EDF

« L'hiver entraîne une surconsommation d'électricité » EDF ; la menace des heures froides... Ça recommence. Bien sûr, il fait froid, presque partout dans le pays, on est contraint de monter un peu le chauffage. En se limitant d'ailleurs, car la note d'électricité est de plus en plus salée. Mais, cette « autoréduction » de crise ne suffira peut-être pas, dans les jours qui viennent.

Voilà qu'EDF nous menace de coupures autoritaires, baptisées « délestages », si le froid persiste, et si nous ne réduisons pas notre consommation aux heures de pointe.

Pire, car pendant l'âge d'or du pillage pétrolier, le « tout électrique » a progressé à pas de géants, encouragé à coups de primes par ceux-là mêmes qui aujourd'hui se font les champions de « la chasse au gaspi », et vantent les vertus d'un bon pull-over, sur le petit-écran.

Et puis, vers 1973, problème. Le pétrole devient plus cher. Les centrales thermiques classiques au charbon sont devenues rares, et les plus récentes, qui marchent au fuel, ne peuvent pas être reconverties au charbon, à quelques exceptions près. De toutes façons, nous dit-on, est-il bien raisonnable d'engager des frais pour « revenir en arrière », puisque d'ici quelques années, en principe 1985-86, le nucléaire fournira plus de la moitié des besoins... Alors, encore un effort, quelques hivers à passer. Voilà ce qu'on nous dit.

PAS SEULEMENT UN PROBLEME DE PRODUCTION

Le problème est pourtant un peu plus compliqué, et ne tient pas qu'à une production insuffisante d'énergie. Les exemples de panne les plus connus, citons celui du fameux « mardi noir », le 19 décembre 1978, n'étaient pas expressément liés à un manque de production. En fait, c'est souvent plus du côté du réseau, de l'acheminement électrique, que viennent les problèmes.

UN DESEQUILIBRE FLAGRANT

Quand on regarde une carte de France de la production électrique, on est frappé par un déséquilibre très net. Tout est concentré dans le Nord, la Vallée du Rhône, l'Est. Cette implantation implique forcément le

transfert de l'énergie produite d'une région à une autre. Là, en cas de forte demande, les lignes risquent le surcharge.

Un système de déconnexion plus ou moins automatique du réseau existe dans ce cas là. Mais la panne du 19 décembre 1978 montre les limites de ce système. En quelques secondes, à la manière de dominos posés en série, tout s'est déconnecté, au point que la plupart des centrales elles-mêmes n'ont pas été capables de « réussir leur hontage », c'est-à-dire de trouver en elles-mêmes l'énergie nécessaire pour redémarrer...

LA DISTRIBUTION A VAU-L'EAU

Ainsi, tout autant que le problème de production électrique se pose le problème de son acheminement,

qui connaît forcément des à-coups du fait que l'électricité ne peut être stockée, et cela d'autant plus que les régions ne sont pas autonomes du point de vue de la production. Au sujet du réseau, EDF est forcée de reconnaître qu'il va à vau-l'eau : « Les travaux de la distribution constituent la deuxième grande masse des dépenses d'investissement après le nucléaire. Le volume de ces travaux est en légère régression depuis 1974, alors que l'accroissement de l'énergie contrôlée par la distribution est de 7,5 % par an. Cette situation ne pourra se prolonger sans conduire à une dégradation de l'état des réseaux qui affecterait la qualité du kwh livré (irrégularité de la tension notamment), puis la continuité du service (durée de coupure) ». C'est clair.

M.C.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Sans Frontière

ou le droit à la parole

Voilà maintenant près d'un an que paraît *Sans Frontière*, « journal de l'immigration ». Après une série de numéros d'essai, *Sans Frontière* est maintenant lancé, bimensuel, et diffusé en kiosque par les NMPP. Tirage : 23 000 ; abonnés : environ 700, ... Après quelques mois, ces résultats sont un succès. Mais, il y a bien sûr des difficultés ; aussi par exemple, *Sans Frontière* est poursuivi en diffamation par J.P. Pierre-Bloch, député du 18^e arrondissement de Paris (où se trouve le quartier de la Goutte d'Or) : procès le 18 janvier prochain...

Nous avons rencontré des membres de la rédaction de *Sans Frontière* (Mustapha, Saïd, etc..) pour parler de leur expérience, de leurs objectifs, de leur histoire.



pour les immigrés

Interview réalisé par Gilles Carpentier

► *Comment est née l'idée d'un journal pour l'immigration et dans quelles circonstances a-t-elle pris forme ?*

Il y a 4 millions d'immigrés en France, et il n'y avait pas un journal ouvert à eux tous, sans une organisation, un parti, un gouvernement derrière. En plus, l'immigration, par ses luttes propres — sociales, culturelles, politiques — s'était affirmée ces dernières années. L'idée d'un journal pour l'immigration est venue chez des gens de différentes nationalités, de différents horizons, issus de ces luttes particulières, ayant milité dans des syndicats, des associations, dans le domaine culturel...

Ces militants avaient eu des occasions de se rencontrer. Le problème de l'information était posé pour eux, autour d'eux, pas seulement à Paris, mais dans différentes régions : Marseille, Aix, Lyon etc... Et en même temps dans les pays d'origine où d'anciens immigrés étaient rentrés et participaient, par correspondance, au débat sur ce problème d'information.

D'autre part, *Sans Frontière* est venu au moment le plus dur pour l'immigration qui était attaquée de toute part ; tout le monde tirait la sonnette d'alarme à ce sujet. Le premier numéro (d'essai) est sorti le 27 mars : on en discutait depuis 3 ou 4 mois.

Donc, l'idée, c'était celle d'une expression et d'une

confrontation des différentes composantes, expériences de l'immigration, ici et aussi dans les pays d'origine, ainsi qu'avec les Français qui ont une sensibilité par rapport aux problèmes des immigrés ou de leurs pays d'origine : le journal étant un lieu de ce débat.

En plus du débat, il faut que ce soit un instrument qui puisse servir à des gens de groupes ou associations, pour l'action, la lutte, des immigrés, la communication entre eux, sans avoir bien sûr la prétention d'être le journal unique de l'immigration.

► *Comment avez-vous fait pour démarrer, pour vous faire connaître ?*

L'immigration a donné naissance à plein d'organisations, d'associations, chacune ayant son organe (qui existe toujours). Notre conception était celle d'un journal ouvert, un vrai journal, « professionnel », pas un tract, pas l'organe d'une association ou organisation quelconque, vue la diversité de l'immigration.

On a donc commencé par prospecter et prendre des contacts avec tous ceux ayant participé ou soutenu des luttes de l'immigration, avec des intellectuels arabes, français... Les copains de l'équipe utilisaient leurs connaissances, leurs relations, à Paris, en province.

De plus, pour faire un journal, il faut de l'argent. On a donc lancé une sous-

cription sur la base de notre conception : on a récolté 2 millions et demi, dont plus de la moitié en province (Marseille en particulier). L'association de la Goutte d'Or nous a fourni un local. A partir de là, on a sorti les premiers numéros préparatoires.

La petite équipe qui a pris l'initiative, le noyau de départ, s'était fixé comme objectif de s'élargir et d'associer le maximum de nationalités et d'expériences différentes. Ici (on est en train de faire l'expédition du n°5 aux abonnés), il y a une douzaine de nationalités représentées.

Pour nous faire connaître, on a fait des campagnes d'affichages, on a été présents à toutes les manifestations, activités, de l'immigration. Il y a eu des articles de presse qui ont parlé de nous.

A Marseille on a fait un gala qui a rassemblé 1 500 personnes, surtout des jeunes. D'ailleurs, *Sans Frontière* répond beaucoup à une demande des jeunes.

► *Actuellement comment fonctionnez-vous, d'où viennent vos informations ?*

Actuellement, toute l'équipe est bénévole (on n'a pas les moyens de payer des reporters, des correspondants). Tous les copains de l'équipe, dans leur milieu de travail, là où ils vivent, collectent des informations. Les enquêtes, elles se font

comme ça avec les gens qui sont intéressés par le projet, soit directement (Grenoble, Marseille...), soit en faisant appel à des copains disponibles ici. Par exemple, tous les dossiers femmes ont été réalisés par des copines qui travaillent dans le Midi. Pour les pays d'origine, ce sont des gens sur place qui nous envoient des articles ; en ce moment on en reçoit beaucoup.

A Paris, il ya une rédaction qui se réunit tous les mardis. Il y en a une aussi à Marseille, où une vingtaine de personnes se réunissent le mardi et le vendredi.

Le tout est rassemblé ici : moi je suis venu de Marseille pour le bouclage du n°5 et en même temps sa réalisation (montage, expédition...).

► *Quelles relations avez-vous avec les associations, les partis, les syndicats ?...*

On veut que *Sans Frontière* conserve bien son indépendance et ne soit pas lié à telle ou telle organisation, parti, etc... Dans l'équipe, certains sont syndiqués, d'autres non. Ça ne veut pas dire qu'on n'a pas de contact avec les associations et organisations. On a d'ailleurs envoyé nos numéros préparatoires à toutes les associations, organisations, partis, syndicats. Si on fait une enquête dans une usine par exemple, on voit le point de vue des syndicats et aussi le point



de vue des ouvriers syndiqués ou non syndiqués.

L'important pour nous, c'est de garder l'ouverture du journal. On n'a pas fait *Sans Frontière* pour être enfermé dans un ghetto : au contraire, c'est pour le briser, en prenant, nous immigrés, la parole.

Ce qui nous guide, c'est le point de vue des immigrés.

► *Quels sont vos principaux problèmes actuellement, et comment voyez-vous l'avenir ?*

Le point essentiel, à la fois politique et matériel, c'est de gagner la bataille de l'existence du journal. La promotion, sa diffusion NMPP, ça pose plein de problèmes (il faut toujours être derrière : voir s'il est bien déposé et à temps, etc...). On continue aussi à diffuser comme au début, dans les rassemblements, les manifestations, ponctuellement...

Il y a toujours notre objectif de 2 000 abonnements : c'est très important, car c'est les seules rentrées d'argent dont on dispose ; il

n'y a ni parti, ni pays, ni personne derrière nous, seulement nos lecteurs.

Nous avons aussi ce procès maintenant : l'affaire Jean-Pierre Pierre-Bloch, qui nous poursuit en diffamation et réclame 50 000 F ! (On a simplement repris son intervention au Parlement et lui prend prétexte du titre de l'article).

En fait, on nous conteste le droit à la parole ! Quant à l'avenir : avec toutes ces lois, toutes ces mesures contre les immigrés, on est tous ici des éternels provisoires ! C'est pour ça qu'on s'appelle *Sans Frontière* ; ça veut dire briser toutes les frontières !...

Les photos de cette page sont extraites de *Sans Frontière*. Administration-Rédaction : 35 rue Stephenson, 75018 PARIS. Bimensuel : 4 F

